

## **Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?**

### **Violences sociales et culture de l'écrit**

Denis MERKLEN et Numa MURARD\*

**Les récents épisodes de révolte en banlieue ont confirmé que les bibliothèques étaient une cible privilégiée lors des émeutes. Les sociologues Denis Merklen et Numa Murard ont mené l'enquête sur la relation conflictuelle que certains jeunes entretiennent avec la culture de l'écrit. Ils nous livrent leurs premiers résultats dans un article inédit.**

Les derniers épisodes de révolte populaire à Villiers-le-Bel ont donné une nouvelle publicité à la question des violences dont font l'objet les bibliothèques de quartier. En effet, les bibliothèques sont la cible d'attaques diverses. Pendant les émeutes de novembre 2005, une vingtaine de bibliothèques publiques ont été caillassées ou incendiées. Plus quotidiennement, les bibliothèques et les bibliothécaires qui travaillent dans les quartiers sont l'objet de violences : vols d'ordinateurs, de CD et de DVD, incendie, caillassage des vitres, tags, désordres dans la salle de lecture, menaces, salariés suivis dans la rue. Dans la nuit du scrutin du second tour de l'élection présidentielle à nouveau des attaques de bibliothèques ont été observées. Dans un quartier de Saint-Denis des jeunes ont dit à une bibliothécaire : « *Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque* », menace paradoxale face à un équipement de la mairie (communiste) de cette ville du 93.

Depuis un peu plus d'un an, nous menons une enquête de terrain pour tenter de comprendre ces événements<sup>1</sup>. Comment sortir de la perplexité dans laquelle nous laisse le fait d'une bibliothèque brûlée ? Comment comprendre ces actes ? Qu'est-ce qui est ciblé ? Une

---

\* Denis Merklen, sociologue, Université Paris Diderot – Paris 7, et Centre d'Etude des Mouvements Sociaux (EHESS/CNRS).

Numa Murard, sociologue, Université Paris Diderot – Paris 7, et Centre de Sociologie des Pratiques et des Représentations Politiques.

institution publique ? Un bâtiment représentant le pouvoir ou la République ? Une bibliothèque... Mais qu'est-ce qu'une bibliothèque ? Et qu'est-ce qu'une bibliothèque pour eux, les auteurs des violences ? Pour « eux », c'est-à-dire, d'autres que nous ? Le premier pas à faire pour sortir de l'embarras, c'est de prendre conscience que nous autres, bibliothécaires, enseignants et sociologues, nous faisons partie d'un même groupe particulier : nous gagnons notre vie et nous affirmons notre position sociale dans le marché du livre. Le livre est souvent présenté comme un attribut de l'individu, un support d'approfondissement de son rapport à soi. Mais il est aussi un objet social dont on se sert pour tracer des frontières entre les groupes et les catégories.

### 1. Ambivalentes bibliothèques

Depuis plus de trente ans, la bibliothèque est devenue un vecteur important de l'action municipale<sup>2</sup>. Partout les villes étendent vers les quartiers une action en faveur de la « lecture publique ». Par ce mouvement du livre, la « culture » prend une impulsion centrifuge, la ville s'élargit. Les quartiers périphériques accueillent cette présence qui vient, en principe, ennoblir le quartier. Parce qu'elle contient des livres, la bibliothèque constitue une marque de prestige. L'action municipale vient donc agir directement sur l'identité collective du quartier (car les habitants constituent de plus en plus un groupe social territorialement identifié).

Cette proximité de l'équipement collectif devient aussi un capital social susceptible d'être approprié par les individus. Les études montrent jusqu'à quel point les usages variés des bibliothèques de quartier reflètent autant d'appropriations de la part des habitants. La multiplicité d'univers que l'individu lecteur crée par l'ouverture d'un livre (voir à ce propos les travaux de Roger Chartier sur la multiplicité des « pratiques de la lecture »), est amplifiée par les usages multiples que la bibliothèque suscite. Elle est investie comme lieu d'échanges et de réunion, de contact avec la presse et avec les autres « supports » présents dans ses locaux. Modernisées, les bibliothèques de quartier sont devenues des « médiathèques » : le livre y est accompagné de CD et de DVD, de l'accès à internet, d'espaces pour la recherche de travail, pour la réalisation des devoirs scolaires, pour l'apprentissage des langues, etc. Un souci d'intégration « ethnique » ou de non discrimination nationale alimente la présence de collections en langue étrangère. Ici, c'est l'arabe, dans un autre quartier les langues asiatiques,

<sup>1</sup> *Pourquoi brûler des livres ? Violence, culture et politiques populaires*, recherche menée conjointement par D. Merklen et N. Murard dans le cadre d'une convention avec la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou.

<sup>2</sup> Anne-Marie Bertrand, *Les bibliothèques municipales : acteurs et enjeux*, Paris, Editions du Cercle de la librairie, 1994 (2<sup>e</sup> édition, 2002).

plus loin l'espagnol, selon un critère qui n'obéit pas tant à une étude de la demande qu'aux représentations que les bibliothécaires se font du « quartier » et de la morphologie des classes populaires.

La bibliothèque représente une ressource pour des filles et des femmes qui y trouvent des espaces et des moyens pour échapper au contrôle masculin ou familial. Elle constitue aussi une ressource pour des jeunes vis-à-vis du marché du travail et de l'exigence scolaire ; c'est un moyen qu'exploitent également enfants et personnes âgées. Parce qu'elle offre une voie d'accès à la cité et parce qu'elle contribue à désenclaver les « cités », elle affirme la citoyenneté<sup>3</sup>. Et parce qu'elle sert de support à la fois à l'exploration de la subjectivité et à l'investissement du monde, la bibliothèque nourrit également de multiples formes d'affirmation individuelle. Rendant possible des investissements multiples aux individus, la bibliothèque de quartier constitue un véritable espace public. Elle est souvent l'unique espace ouvert (en principe) à tous, gratuit, offrant un accès (en principe) direct, sans médiation obligatoire, sans la nécessité de montrer « patte blanche ».

Mais la présence de la bibliothèque dans les quartiers représente également une force importante de clivage. Elle contribue au traçage de frontières sociales, ouvre beaucoup de portes d'intégration, mais elle en ferme d'autres. Avec l'école, elle représente pour certains une barrière ou un vecteur d'exclusion. Dans le cadre des dynamiques qui traversent l'univers populaire, les bibliothèques sont perçues parfois comme une force sociale venue de l'extérieur. Elles présentent ainsi un autre visage. A l'opposé d'un espace public, elles font figure d'emblème d'un groupe face à un autre, du choix d'un mode d'intégration qui disqualifie ceux qui n'y ont pas accès, qui décourage un type de sociabilité et en promeut un autre. A commencer par le fait même que, dans les conditions actuelles de sa présence sociale, le rapport au livre et à la lecture exige une individualisation, un rapport à l'intimité, une certaine dextérité et un rapport au corps fait de discipline, d'isolement, de silence, d'intériorisation plutôt que d'extériorisation des émotions<sup>4</sup>. Si les pratiques de la lecture peuvent être multiples, elles sont dans le monde populaire d'aujourd'hui largement dominées par la manière dont l'école apprend à lire. On peut alors comprendre que l'accès aux livres exige une socialisation qui, comme toute socialisation, peut représenter une rupture vis-à-vis de certains univers sociaux et culturels. Les univers associés au Rap, au Hip-hop et à la culture de rue, sont-ils compatibles avec cette forme d'intellectualité représentée par le livre, ou au contraire l'une se constitue-t-elle en opposition à l'autre ? Cette culture n'est

<sup>3</sup> Michel Petit et al., *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Editions de la Bpi, 1997.

<sup>4</sup> Dans une étude récente sur les « lecteurs précaires », Véronique Le Goaziou montre comment l'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que le livre impose figurent parmi les principaux éléments de retrait voire d'opposition à la lecture, au livre et à l'école. Véronique Le Goaziou, *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

évidemment pas étrangère à l'écrit. Mais elle mobilise une langue écrite qui répond aux exigences de la langue parlée et des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson – le rap rentre sans doute dans le genre de la « chanson à texte » et du « populaire savant »). Dans le même mouvement social qui lui sert de support, cette culture populaire se trouve souvent en opposition aux exigences de la langue écrite officielle, institutionnelle, à la grammaire et à la syntaxe des livres et de l'école. Cette dernière forme de la langue écrite répond aux exigences d'une autre position sociale, et elle apparaît comme une langue étrangère à beaucoup d'habitants des quartiers.

## **2. Mutations des cultures populaires**

L'intervention des bibliothèques au sein des quartiers participe des mutations des cultures populaires. Celles-ci suivent sans doute les mutations des conditions de vie des classes populaires et au premier chef celles de la classe ouvrière ; c'est dans ce cadre plus large qu'il faut inscrire les violences situées et sporadiques, manifestes ici ou là, mais ayant pris un caractère trop endémique pour s'autoriser d'une interprétation suivant seulement la piste du « local ». La désindustrialisation et la désagrégation du monde ouvrier, sa désolidarisation, sa perte de capacité d'auto-reproduction (voir par exemple les travaux de Beaud et Pialoux), l'effritement des cadres politiques, sociaux et urbains de sa mémoire, ont commencé dans les années 1970 (voir par exemple les travaux de Michel Verret) et ont atteint un tel degré que s'il est encore possible de parler d'une condition ouvrière, il est devenu presque impossible de rendre visible l'existence d'une classe ouvrière. Même lorsqu'une identité de situation peut être observée et lorsque le besoin d'un agir collectif se fait sentir, les ressources cognitives sur lesquelles s'appuyait l'identité sociale paraissent épuisées. Parallèlement il n'y a pas eu de manifestations très visibles de l'autre grande catégorie sociale, celle des employés, majoritairement féminine. Enfin, le recrutement des artisans et des commerçants a été de moins en moins un recrutement dans les rangs de la classe ouvrière, après le départ à la retraite de ceux qui vivaient encore enracinés dans le monde populaire, si bien que ce monde est devenu un paysage fragmenté et presque illisible, sauf à être repeint aux couleurs de la nostalgie.

Dans ce paysage éclaté, quelle est la place des cultures de l'écrit ? Nous ne suivons pas les interprétations selon lesquelles les nouvelles productions culturelles, notamment ce qu'il est convenu d'appeler les « cultures urbaines », signeraient la fin de l'adhésion des classes populaires à la culture de l'écrit. Nous croyons bien plutôt que ces nouvelles formes

expriment l'ambivalence de ce rapport à l'écrit, entre adhésion et rejet. Ambivalence qui résulte d'une rupture et d'un conflit entre les conditions concrètes de vie et de survie. Dans son étude du *Monde privé des ouvriers*, Olivier Schwartz a mis en évidence les transformations des modes de vie consécutives à la désindustrialisation, transformations qui permettent aux uns d'échapper à la prolétarisation tandis que les autres s'y enfoncent. Un écart se creuse sur un vieux clivage, que masquait la solidarité des classes populaires mais qui n'en était pas moins vivace, le clivage entre la classe ouvrière « respectable » ou les fractions les mieux intégrées des classes populaires, et les prolétaires les plus nus, ou les fractions des classes populaires les plus fragiles et aussi les plus déviantes, que ce soit du point de vue des caractéristiques familiales, des modèles éducatifs, des modes d'action collective et des pratiques de la jeunesse ou des rapports sociaux de sexe. L'hédonisme et l'ascétisme, ces deux grands éthos des classes populaires, ont pu changer de proportions, de côté social et en même temps de contenu. L'hédonisme et l'individualisme qui caractérisent ceux qui ont pu échapper à la prolétarisation sont parfaitement compatibles avec le souci de la culture cultivée tandis qu'elle peut apparaître aux autres comme un instrument essentiel de l'humiliation qu'ils subissent. Dans l'obscurité de « la nuit des prolétaires », suivant l'expression de Jacques Rancière<sup>5</sup>, les uns continuent à lire et à écrire dans les formes de la littératie<sup>6</sup> universelle<sup>7</sup>, tandis que les autres s'expriment déjà à la bombe de peinture et par le feu. Mais l'enquête montre aussi que, parfois, une même personne peut être successivement l'un et l'autre, voire en même temps l'un et l'autre.

Ce clivage recoupe une rupture générationnelle et de mémoire entre ceux qui ont connu le temps des agrégations spatiales, sociales et politiques et ceux à qui ces références ne disent rien du tout. Dans le langage de l'agrégation, les discours militants évoquent par exemple le front populaire, la résistance, le temps des camarades, toutes références qui tombent à plat, de l'espace du travail où elles étaient enracinées vers l'espace urbain disqualifié sur les murs desquels les outsiders actuels inscrivent leur différence avec les établis. Il est difficile de bien voir l'acuité de ce clivage, non seulement parce que la massification du discours sur les banlieues tend à renforcer une fausse homogénéité de ces lieux et milieux, mais aussi et peut-être surtout parce que le discours du savant sur le populaire est lui-même hanté par la perte de

<sup>5</sup> Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981.

<sup>6</sup> Le néologisme « littératie » est utilisé notamment par Jack Goody pour traduire le terme anglais literacy (in Jack Goody, *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007) qui n'a pas d'équivalent en français mais signifie exactement le fait de savoir lire et écrire. C'est sans doute ce terme de « littératie » qu'il aurait fallu utiliser pour traduire le titre de l'ouvrage classique de Richard Hoggart, *The uses of literacy*, soit « Les usages de la littératie », au lieu du titre français finalement retenu, « La culture du pauvre ». Cf. Richard Hoggart (1957), *La culture du pauvre, Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Traduit de l'anglais, Paris, Minuit, 1970.

<sup>7</sup> Cf. par exemple les récits de Jean-Pierre Levaray, en particulier *Putain d'usine*, Montreuil, L'insomniaque, 2002.

valeur du capital symbolique dans son ensemble, au fur et à mesure que, dans les hauts de l'espace social, la bourgeoisie économique prend le dessus sur la bourgeoisie intellectuelle. Aux deux extrémités de l'espace social, on pourrait ainsi voir vaciller l'idée si solidement enracinée dans les idées progressistes, selon laquelle la connaissance et la culture équivalaient nécessairement à une émancipation. Et si la littératie, pour un nombre de plus en plus élevé, était d'abord l'occasion de souffrir et ensuite de se mettre en fureur, en écoutant ou en lisant les discours des intellectuels de toute sorte, de tous ceux qui font profession de cette littératie ?

### 3. Professionnalisation et politisation

Les statuts que le livre et la parole écrite occupent dans la société placent les bibliothèques au sein d'un important enjeu social. Par l'observation des bibliothèques, nous voyons comment se nouent à l'intérieur de l'espace du quartier d'importants conflits opposant des positions différents au sein des classes populaires. Au stade antérieur, celui des politiques de « démocratisation culturelle », la bibliothèque était un instrument parmi d'autres en vue du progrès social. Avec le déplacement du conflit social de l'espace du travail vers l'espace urbain, l'implantation d'une bibliothèque prend une signification nouvelle. Dans ce cadre, il s'agit de l'expression d'une politique publique, et plus précisément, d'une intervention politique dans le monde de la culture populaire. Et parce qu'elle associe l'action de l'État à une représentation de la vertu, elle renvoie tout ce qui reste dehors vers le « pôle négatif »<sup>8</sup>, non loin d'une image de la barbarie. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles les attaques de bibliothèques nous semblent incompréhensibles.

Cette intervention de l'État dans les quartiers, avec toute l'ambivalence qu'elle porte aux yeux des habitants, s'inscrit dans un processus de rupture avec une antérieure culture populaire de l'écrit. Cette culture de l'écrit s'était liée au livre par une laborieuse et longue action venant des traditions catholique et de gauche. Les uns et les autres, militants de divers bords, syndicalistes, curés, enseignants et artistes, intellectuels tous, se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un marché social où « parler de ce qu'on a lu » représentait un atout voire une exigence<sup>9</sup>. En revanche, la situation actuelle peut être au moins partiellement assimilée à une réédition de la vieille opposition entre « savant » et

<sup>8</sup> Gérard Althabe, « Procès réciproques en HLM », in G. Althabe et al., *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 13-47.

<sup>9</sup> Voir à ce propos le débat entre Pierre Bourdieu et Roger Chartier, « La lecture : une pratique culturelle », in R. Chartier, *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993, pp. 277-306.

« populaire ». Il faut se rappeler que si cette opposition a pu un temps être surmontée, c'est grâce à un travail politique important.

Y a-t-il absence de politique dans les quartiers ? Les bibliothèques sont-elles moins politisées que jadis ? Certainement pas. Ce qui a par contre changé, c'est le mode d'accès au politique que la bibliothèque véhicule, le type de socialisation politique sur lequel elle travaille. En tant que projet municipal, la bibliothèque légitime son intervention par le caractère « public » de son action. Elle s'adresse aux individus, à l'individu, comme un espace ouvert, multiple. Les municipalités ont renoncé à faire des bibliothèques les vecteurs d'une action partisane. La politique d'une bibliothèque de quartier ne peut évidemment plus être partisane, elle se doit d'être laïque.

L'une des choses qu'on observe immédiatement, c'est l'impact de la professionnalisation du rôle de bibliothécaire. Celui qui était un militant au sein de la bibliothèque populaire est devenu un professionnel qui définit sa mission entre le métier d'animateur et celui de conservateur lorsqu'il est recruté pour travailler dans une bibliothèque de quartier ou dans un « annexes » comme on les appelle dans le jargon des structures municipales. Ce ne sont plus des militants et des bénévoles qui définissent comme jadis les missions de la « lecture publique ». La professionnalisation change la politique de la bibliothèque qui cherche du côté de l'école et des instituteurs les alliances qu'elle trouvait avant avec les partis politiques et les militants.

## **Conclusion**

Les bibliothécaires que nous avons rencontrés sur le terrain sont des gens dévoués. Ils font tous preuve d'une forte vocation, même quand ils s'efforcent pour désacraliser le livre et pour ne pas présenter leur travail comme un « sacerdoce ». Ils croient à leur travail, avec raison. D'autant plus que cette confiance en la valeur de la parole écrite est en dernière instance un support essentiel pour une profession qui s'exerce souvent dans des conditions difficiles. Cette difficulté devient aiguë en cas d'agression. Comment comprendre la violence lorsqu'elle vient en réponse au dévouement ? Le conflit devant lequel sont placés les bibliothécaires et les habitants du quartier part du centre de notre structure politique. Puisque la bibliothèque, l'écrit et le livre sont des éléments essentiels de notre culture politique, et parce qu'ils contribuent à définir la frontière entre ce qui relève du politique et ce qui est inacceptable, bibliothécaires et habitants de quartier se trouvent aux avant-postes d'un conflit qui a lieu aux marges de la ville mais qui touche au cœur de nos sociétés.

Le clivage s'installe vite, non seulement parce qu'une partie de la population n'est plus en contact avec un marché où elle pourrait valoriser ses lectures, mais encore parce que les deux camps en conflit sentent les conduites de l'autre menaçantes et, en conséquence, les combattent avec ténacité. Prolétarisés, voyant leur identité et leurs modes de participation assignés à une inscription territoriale, exclus de l'école et de l'emploi, beaucoup se sentent menacés par ceux qui assoient leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Auteurs et lecteurs, salariés stables et retraités, travailleurs sociaux et enseignants, journalistes, hommes politiques et intellectuels se sentent menacés par ceux qui font du bruit et s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, dansent ou marchent dans la rue sur une cadence qui leur permet de revendiquer une appartenance sociale dans l'espace public. « Jeunes de quartier » ou « jeunes de cité », tels qu'on les nomme.

Dans le contexte présent, l'attaque d'une bibliothèque de quartier ne peut pourtant pas être considérée simplement comme un autodafé. Ni interprété univoquement comme un acte contre la culture, la démocratie, la cité. Sa nature est foncièrement ambivalente. D'une part, elle doit être observée dans le cadre des conflits entre l'État et les classes populaires et, d'autre part, comme faisant partie des clivages qui divisent les classes populaires, y compris et surtout à l'intérieur de ce que l'on appelle « les banlieues ». Voyons comme exemple les propos d'une personne récemment interviewée dans un quartier au Nord de Paris: « donnez-leur du travail au lieu d'une bibliothèque ! », « qu'ils puissent s'acheter des livres ! » (il s'adresse à nous comme si nous faisons partie d'une vaste catégorie qui englobe ici le gouvernement, la municipalité, le sociologue, et procède ainsi à peu près comme « nous » lorsqu'on parle de « quartiers »). En indiquant que seul le travail peut permettre de s'instruire, cet homme de vingt-huit ans dit qu'« on t'impose un truc, c'est pour nous endormir ». Cela signifie pour lui : « restez en bas de chez vous ! ». « J'ai toujours des arrières pensées derrière tout ce qu'ils nous donnent, [ce sont des] idées pour nous endormir » : « tenez, pour patienter ». Mais en définitive, il n'y a « pas de solution » apportée. Quelles solutions attend-t-il ? Des « facilités », des « accès ». Car « ici, on est cramés, les rebeus, les renois. » De toutes façons, dit-il, « celui qui exerce la violence, c'est celui qui la subit ». Puis, il précise qu'elle peut être « verbale ». « Ce que les jeunes demandent, c'est du travail. Or, la réponse c'est : 'cultivez-vous et restez dans vos coins'. Il y a pas besoin de ça pour s'instruire ! ». Enfin, il explique que les habitants du quartier sauraient très bien se rendre dans une bibliothèque ailleurs.

Cette réponse n'est qu'un exemple parmi d'autres. Elle est à la fois partielle et partielle. Mais, pourrait-elle être différente dans le contexte actuel ? C'est peut-être de partialité qu'il s'agit aussi dans les points de vue opposés. Les ambiguïtés des classes populaires vis-à-vis la

culture de l'écrit et vis-à-vis d'institutions comme les bibliothèques de quartier donnent à voir un univers très fragmenté. L'action publique elle-même est renvoyée vers cette partialité, elle voit sa base consensuelle s'affaiblir et perd son caractère d'espace public pour être identifiée comme un emblème, celui des « autres ». Les bibliothécaires, comme une bonne partie des intervenants et travailleurs sociaux, se trouvent ainsi coincés dans une position pour le moins ambiguë et confuse. Leur travail est animé par une vocation forte, ils arrivent à leur poste suivant des « carrières » sociales proches de celles des militants, ils sont investis de missions politiques, ils viennent à la suite des activistes qui ont quitté l'univers des classes populaires pour laisser la place à l'action municipale et de l'État, et leur place est donc proche de celle d'un militant. Mais parce qu'ils sont des professionnels travaillant dans une institution publique, l'exigence de laïcité contraint leur travail et contient leur action politique en-deçà de toute action partisane.

Or, comment sortir autrement de cette conflictualité qui fragmente l'univers populaire ? On pense évidemment à des initiatives de nature « sociale », voire « économique ». Mais on peut penser que les morceaux de la culture populaire ne pourront être reliés que par une couture de nature politique, et avec un fil qui ne peut être que partisan. Professionnalisées, les bibliothèques sont dans l'impossibilité de mener un tel travail. Les partis politiques agissent sur le monde populaire depuis l'État et par l'intermédiaire des institutions. Il est temps peut-être de sortir vers la société civile pour participer davantage, et dans le face-à-face, à la socialisation politique des individus et à la formation des groupes sociaux. Cela enlèverait un poids du dos des bibliothécaires et autres travailleurs sociaux ou de la culture, et clarifierait peut-être le rôle des institutions.

### **Pour aller plus loin :**

Le dossier du Centre d'Analyse Stratégique sur les violences urbaines de l'automne 2005 :  
[http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id\\_article=353](http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=353)

Le Rapport 2005 de l'Observatoire des Zones Urbaines Sensibles :  
<http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/observatoire-ZUS-rapport-2005.pdf>

Un point de vue, « Les intégristes de la République et les émeutes de novembre », par François Gèze, article initialement paru dans *Mouvements*, dossier, « Les émeutes et après », n°44, 2006, repris par le site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon :

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1252>

Texte paru dans **laviedesidees.fr**, le 7 janvier 2008

© **laviedesidees.fr**